Projet présenté par le député:

M. Jean Spielmann

Date de dépôt: 30 juin 2005

Messagerie

**Projet de loi
modifiant la loi sur les taxis et limousines (transport
professionnel de personnes au moyen de voitures automobiles)
(H 1 30)**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Article 1

La loi sur les taxis et limousines (transports professionnels de personnes au moyen de voitures automobiles), du 21 janvier 2005, est modifiée comme suit :

Art. 34, al. 4 (nouvelle teneur)

⁴ Les chauffeurs, chaque fois qu'ils encaissent le prix d'une course, remettent à leur client, qui en font la demande, une quittance comportant, outre le prix, le numéro d'immatriculation du véhicule, l'adresse et le numéro d'appel téléphonique de la centrale ou de l'entreprise à laquelle le véhicule appartient ou un numéro de téléphone personnel si le chauffeur est indépendant et sans centrale. Ils conservent une copie de la quittance.

Art. 38, al. 3 (nouvelle teneur)

³ Les taxis de service public sont identifiables des autres véhicules servant au transport professionnel de personnes, par des signes distinctifs, agréés par le Département. Les autres véhicules servant au transport professionnel de personnes ne peuvent porter ces signes distinctifs.

Art. 59, al. 2 (abrogé)

Article 2 Entrée en vigueur

La présente loi entre en vigueur le lendemain de sa promulgation dans la Feuille d'avis officielle.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et
Messieurs les députés,

La modification proposée par la nouvelle formulation de l'article 34 constitue un changement mineur de la loi par le Grand Conseil le 1^{er} avril 2005 qui prévoit à son article 34, alinéa 4, la remise d'office d'une quittance au client chaque fois que le chauffeur encaisse une course. Cette nouvelle formulation n'est pas utile dans la pratique, et la formulation présentée dans ce projet de loi qui précise que la remise d'une quittance de course est obligatoire à la demande du client est préférable et correspond mieux au besoin tant du client que des chauffeurs de taxis.

Le point principal de ce projet de loi concerne l'imposition d'une couleur unique pour les taxis avec droits de stationnement prévue à l'article 38, alinéa 3. Un délai de cinq ans avait été prévu pour permettre la mise en conformité de la couleur des taxis. La compétence pour fixer le choix de la couleur avait été laissée au Conseil d'Etat. Ce dernier était chargé de préciser le choix de la couleur dans le règlement d'application de la loi. Le choix de la couleur devait être déterminé en accord et après consultation des milieux professionnels. Or, le Conseil d'Etat a choisi la couleur jaune sans tenir compte des propositions des milieux professionnels.

Depuis l'introduction de la nouvelle loi, les taxis de service public avec droit de stationnement sont les seuls à porter un signe distinctif (bonbonne taxis avec témoins lumineux). Cette solution permettra aux taxis avec droit de stationnement d'être facilement reconnaissables pour les clients potentiels, tant genevois qu'étrangers.

Tenant compte des difficultés et des coûts engendrés lors de chaque changement de véhicule, ainsi que de l'opposition de l'ensemble des professionnels du taxis sur le choix de la couleur jaune imposée par le Conseil d'Etat dans son règlement, je vous propose, Mesdames et Messieurs les députés, d'entrer en matière sur le présent projet de loi et de le renvoyer à la commission des transports.